

Communiqué de Presse

Baku, 15 Novembre 2024

Les Institutions financières internationales et les partenaires de développement soutiennent la République du Bénin dans l'établissement d'une plateforme nationale de financement climatique

Baku, Azerbaïdjan - 15 novembre 2024, lors de la COP29, le gouvernement du Bénin, en collaboration avec des institutions financières internationales et des partenaires de développement (PD), a dévoilé une vision ambitieuse pour l'action climatique. Ce nouvel ensemble d'initiatives, comprenant un mécanisme de monétisation du carbone, des instruments de crédit renforcés, une matrice de politiques communes et un financement innovant, marque l'engagement du Bénin à débloquer des financements climatiques et à catalyser un changement significatif. Ce cadre vise à mobiliser des ressources publiques et privées pour répondre aux priorités d'adaptation et d'atténuation climatique du Bénin, en soutenant les objectifs de développement durable (ODD) de la nation et les objectifs des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), tout en préservant la viabilité de la dette dans le cadre de la politique macroéconomique globale du pays.

« Avec le soutien fort de nos partenaires lors de la table ronde sur le financement climatique organisée en juillet par le FMI et le Groupe de la Banque mondiale à Cotonou, le Bénin transforme ses objectifs climatiques en actions concrètes. En tirant parti de notre expérience sur les marchés de capitaux internationaux, comme notre cadre d'obligations ODD de 2021, nous visons à catalyser les investissements privés pour intensifier l'action climatique. En exploitant des financements innovants, nous concrétisons nos ambitions en résultats tangibles, avançant à la fois dans l'adaptation et l'atténuation. C'est un engagement en faveur d'un avenir durable et résilient qui résonnera au-delà des frontières du Bénin pour le bien de notre planète », a déclaré Romuald WADAGNI, Ministre d'État, Ministre de l'Économie et des Finances du Bénin.

Le Bénin dispose d'un bilan solide en matière de politiques climatiques et de financement climatique dans la région. Sa stratégie de financement inclut un montant de 1,4 milliard de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale et 200 millions de dollars supplémentaires de la Facilité de Résilience et de Durabilité (FRD) approuvée par le FMI en décembre 2023 pour soutenir la réforme climatique ambitieuse des autorités. Ces engagements financiers, associés au soutien du Rapport sur le Climat et le Développement de 2023 du Groupe de la Banque mondiale et d'une garantie partielle de crédit de 195 millions d'euros de la Banque Africaine de Développement (BAD), jettent les bases de la transition du Bénin vers un avenir à faible émission de carbone et résilient au climat.

Lors d'une table ronde conjointe sur le financement climatique co-organisée par le FMI et le Groupe de la Banque mondiale (GBM) en juillet 2024, le gouvernement du Bénin et ses PD à Cotonou ont exprimé leur engagement à renforcer les efforts du pays pour lutter contre le changement climatique en soutenant le Bénin dans la création d'une plateforme nationale de financement climatique. Le déficit de financement estimé pour atteindre les objectifs fixés dans les CDN du Bénin s'élève à environ 10 milliards de dollars d'ici 2030. Suite à cette table ronde, les partenaires du Bénin travaillent sur des options de financement et une assistance technique pour renforcer les efforts nationaux en matière d'action climatique.

Ce communiqué de presse met en lumière les progrès significatifs et les efforts coordonnés de tous les partenaires impliqués autour de quatre axes complémentaires.

Mécanisme de monétisation du carbone avec des instruments de crédit renforcés

Le gouvernement du Bénin met en œuvre une stratégie de monétisation du carbone appuyée par 2,5 millions de crédits carbone provenant de projets énergétiques et agricoles régénératifs, gérés par l'Autorité Nationale de l'Enregistrement du Carbone, avec des plans d'expansion de ces initiatives en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale via le Fonds Fiduciaire SCALE pour renforcer les activités basées sur la nature. L'Institut Mondial pour la Croissance Verte (GGGI) soutient cet effort via sa Facilité de Transaction Carbone (CTF) et l'établissement par le Bénin d'une nouvelle Unité de Financement Climatique (UFC) pour faciliter le financement climatique international en vertu de l'Accord de Paris, avec le soutien du Luxembourg.

Les recettes de ces projets seront gérées par le Bureau de Gestion de la Dette du Bénin pour soutenir l'atténuation conformément aux CDN actualisées du pays et renforcer les avantages en matière d'adaptation tels que la lutte contre la désertification et la sécurité alimentaire. En s'appuyant sur les progrès du Programme d'Accélération de l'Adaptation en Afrique (AAP), le Centre Mondial pour l'Adaptation (CMA) appuie davantage le Bénin avec une enveloppe initiale d'un million de dollars pour fournir un soutien catalytique au déblocage de financements additionnels pour l'adaptation. Cela permettra d'aider le Bénin, les banques locales et les intermédiaires financiers, ainsi que les institutions financières internationales, à accéder efficacement aux sources de financement innovantes, telles que le financement carbone, en gérant et en atténuant les risques climatiques et en augmentant les investissements en adaptation.

Soutien budgétaire renforcé grâce à une matrice de politiques communes

À la suite de la table ronde sur le financement climatique, une coalition de partenaires dirigée par les autorités, comprenant le Groupe de la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (AIIB), et le Fonds de l'OPEP, a élaboré un cadre triennal pour coordonner le soutien budgétaire en vue d'intensifier le financement climatique au Bénin. Ce cadre vise à fournir des ressources budgétaires stables et prévisibles, renforçant l'efficacité de l'aide et accélérant la mise en œuvre des politiques climatiques.

Une matrice de politiques communes développée avec la contribution du personnel du FMI, s'appuyant sur l'expérience précoce du Cadre de Coopération Renforcée pour l'Action Climatique Accélérée du GBM-FMI dans d'autres pays, sera établie pour séquencer les réformes politiques, éviter les duplications parmi les PD et servir de base pour identifier les potentielles opérations de soutien budgétaire supplémentaires par les PD. Parmi les engagements initiaux, le Fonds de l'OPEP s'est engagé à fournir 30 millions d'euros en 2025, avec des financements additionnels attendus en 2026 dans le cadre du soutien budgétaire renforcé.

Attirer les investissements privés par des financements innovants

Le Bénin travaille avec la Plateforme de Garantie du Groupe de la Banque mondiale, hébergée par l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), qui a récemment approuvé une garantie de 200 millions d'euros pour mobiliser 500 millions d'euros de financements commerciaux à long terme afin de soutenir les réformes pour renforcer la résilience sociale et climatique, entre autres activités. Cela inclut l'expansion du Registre Social Unique, le renforcement du système de gestion des risques de catastrophe et l'adoption de règlements pour des villes durables et résilientes.

Le gouvernement du Bénin collabore également avec l'Union Européenne (UE) pour renforcer son marché des obligations vertes, avec des conseils de l'Initiative Mondiale des Obligations Vertes, afin d'attirer des investissements privés institutionnels pour des projets verts. À la suite de la monétisation réussie de l'impact d'atténuation, et avec le soutien du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Bénin envisage un plan de financement pour des projets axés sur le climat, avec une facilité de rehaussement de crédit dédiée. L'UE, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) travaillent pour fournir un soutien technique dans l'identification et le développement de ces projets.

Dans le cadre de l'Initiative des Banques Vertes Africaines de la Banque Africaine de Développement (BAD), la BAD, les Fonds d'Investissements Climatiques (CIF) et Canada Climate Action soutiennent actuellement le Bénin dans la création d'un mécanisme de financement mixte pour le secteur privé – le Véhicule d'Investissements Verts du Bénin. Ce mécanisme vise à fournir un outil de financement supplémentaire pour mettre en œuvre la transition verte du Bénin, positionnant ainsi le pays comme un pionnier et un exemple à suivre pour la région. Ce véhicule vise à catalyser les financements pour le secteur privé. Un véhicule national de financement vert constitue un élément important de l'architecture de la Plateforme Pays béninoise.

Établissement d'un guichet unique pour l'accès financier local

En collaboration avec la Banque mondiale, la Société Financière Internationale (SFI), le GGGI et la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), le Bénin met en place un guichet unique de financement climatique pour faciliter le prêt intermédié aux banques locales et aux institutions de microfinance. Ce guichet bénéficiera du soutien du Centre de Connaissances sur la Finance Durable pour l'Afrique Francophone récemment lancé. Cette plateforme vise à permettre des investissements à long terme par les petites et moyennes entreprises au Bénin, en favorisant la croissance des entreprises locales tout en s'alignant sur les objectifs d'investissement vert.



WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK
IBRD • IDA

IFC | International
Finance Corporation

MIGA | Multilateral Investment
Guarantee Agency



GLOBAL
CENTER ON
ADAPTATION

